

La Commission européenne demande des explications à Volkswagen

Suite au scandale Volkswagen qui a révélé que 800 000 véhicules ont été équipés d'un logiciel capable de fausser les tests qui permettent d'évaluer le taux des émissions CO₂, la Commission Européenne, très attentive quant aux respects des accords pris par les 28 États membres en ce qui concerne les normes environnementales, a demandé des explications détaillées à Volkswagen dans une lettre virulente dans laquelle elle demande au constructeur automobile d'apporter des clarifications à l'Institution européenne et ce, dans les dix jours après la réception du courrier.

Les détails demandés sur la fraude portent sur le type de véhicules, leur nombre exact ainsi que la valeur des émissions de CO₂ qui ont été sous-évaluées. La Commission veut également savoir quand les documents des véhicules mis en cause seront actualisés et quels seront ceux sur lesquels figurera la valeur exacte de la quantité de CO₂ émis.

Bruxelles veut laisser Volkswagen s'exprimer avant de prendre les mesures financières compensatoires dans ce dossier et elles seront probablement de taille.

Monsieur Miguel Arias Cañete, Commissaire européen en charge de l'Action pour le Climat et l'Énergie s'est adressé directement au directeur général du grand groupe allemand, Matthias Müller, récemment désigné à cette charge après les révélations de l'affaire. Volkswagen assure qu'il répondra à toutes les questions après avoir effectué une enquête interne auprès de ses services incriminés.

Les données devront permettre d'évaluer le taux de CO₂ émis et qui, s'il s'avère être supérieur aux réglementations fixées par l'Union Européenne, conduiront au calcul de l'amende en proportion de la fraude. Ce chiffre sera, semble-t-il, déjà difficile à déterminer. Selon les informations d'un fonctionnaire européen, les données de VW communiquées officiellement à la Commission tournaient autour des 10% en dessous du taux réglementé.

L'affaire a une dimension politique importante puisque l'Europe tente de réduire ses gaz à effet de serre. Les retombées économiques pour le grand groupe allemand et sur le marché même de l'Allemagne ne sont également pas négligeables et les sanctions qui se multiplient un peu partout ne sont pas sans creuser le gouffre. Volkswagen, de son côté, a notamment déjà proposé à ses clients américains et canadiens de les dédommager par des bons d'achats chez ses concessionnaires ainsi que d'offrir l'entretien du véhicule concerné gratuitement pendant une durée de trois ans. Une telle mesure ne vaut pas encore pour l'Europe mais le directeur de VW, Martin Müller, s'est dit prêt dans une lettre adressée aux 28 États membres, à prendre en charge le coût des surtaxes appliquées aux propriétaires des véhicules truqués.